

4 Économie

Lutte contre la fraude fiscale

Les inspecteurs des impôts en formation

MSM

Libreville/Gabon

L'INSTITUT de l'économie et des finances (IEF) abrite, depuis le 29 mars dernier, un séminaire animé par des experts internationaux sur le thème : "l'échange de renseignements comme moyen efficace de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale internationale : le rôle des inspecteurs vérificateurs".

Organisé à l'attention des inspecteurs centraux et des inspecteurs des Impôts exerçant au sein de la direction générale des Impôts, dans les services de vérifications fiscales, des

brigades provinciales de contrôle fiscal, de gestion, des enquêtes, de la législation et de la cellule d'échange de renseignements, cet atelier vise à renforcer les capacités des fonctionnaires de l'administration fiscale, afin de favoriser le fonctionnement optimal et régulier de notre mécanisme de renseignements.

« La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale internationale est devenue une problématique globale, qui mobilise toutes les administrations fiscales de la planète et occupe le haut de l'agenda politique dans les différentes juridictions fiscales et les organisations in-



Photo : DR

Une vue des participants au séminaire consacré au renforcement des capacités des inspecteurs des Impôts.

ternationales », a rappelé le directeur général des Impôts, Joël Ogouma. Comme beaucoup d'autres pays, le Gabon n'échappe pas aux conséquences de ces pratiques frauduleuses dont le manque à gagner pour les finances publiques

se chiffrerait à plusieurs dizaines de milliards de francs. Il est donc indispensable, souligne le DG des Impôts, de renforcer les mécanismes de contrôles. « C'est autant de ressources financières qui ne sont pas consacrées au financement

des différentes politiques publiques sectorielles. En d'autres termes, la fraude et l'évasion fiscale ont un impact négatif sur le développement économique du pays », a-t-il indiqué.

Pour le secrétaire général adjoint du ministère de l'Économie, Jean Frédéric Ndong Ondo, aujourd'hui, il est plus qu'urgent de réagir car, les effets induits de cette perte de recettes budgétaires sont dommageables pour l'économie nationale, car elle freine les grands projets d'infrastructures.

« Le gouvernement gabonais attend beaucoup de vos assises. Il espère, à cet effet, que les normes de transpa-

rence et l'échange de renseignements seront abordés avec rigueur et professionnalisme. En tout état de cause, ce séminaire va permettre aux agents de la direction générale des Impôts de confronter les outils qu'ils utilisent aujourd'hui en termes de mesures législatives ou de procédures administratives internes, que l'échange de renseignements, les actions quotidiennes avec d'autres membres du forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales pour que notre administration fiscale en tire tous les bénéfices », a insisté le SGA de l'Économie.

Transport aérien/Agence nationale de l'aviation civile (ANAC)- Compagnies aériennes

L'Agence s'engage à alléger le processus de renouvellement du CTA

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LE directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), Dominique Oyinamono, a présidé, récemment, une réunion avec les responsables des compagnies aériennes et autres acteurs du secteur installés au Gabon. Cette rencontre, qui entraine dans le cadre des échanges annuels entre l'ANAC, autorité compétente en matière d'aviation civile et l'ensemble de l'industrie aéronautique,

avait, entre autres, pour but de faire le bilan de la surveillance continue des exploitants, le point des événements de sécurité notifiés en 2015, et de dresser l'agenda de l'aviation civile pour l'année 2016.

S'agissant du premier point, la surveillance continue des exploitants, qui est l'activité quotidienne de l'ANAC, s'effectue à travers des audits et inspections. Son rôle est de vérifier que l'exploitant maintient la capacité à assurer la sécurité de son exploitation.

A cet effet, pour l'année 2015, un bilan a été dressé



Photo : DR

Les responsables de l'Anac et des compagnies aériennes lors de la réunion.

à l'issue des 27 audits effectués par l'ANAC. Il en ressort que trois grands domaines de surveillance présentent une récurrence d'écarts. Il s'agit du système qualité, l'organisation générale de la

compagnie et la maintenance des aéronefs.

Concernant le bilan sécurité de l'année écoulée, une base des données a été mise en place pour collecter tous les événements de sécurité notifiés par les

opérateurs.

Pour les responsables de l'ANAC, les événements de sécurité récurrents en 2015 sont liés aux problèmes de météorologie et techniques, ainsi qu'à l'incursion sur piste des chiens errants. Les opérateurs ont été conviés à notifier leurs événements de sécurité.

Ce thème a, cependant, soulevé la problématique de la sécurité sur les aéroports à l'intérieur du pays. Il apparaît qu'à l'exception de celui de Mvengue qui est clôturé, tous les autres ne le sont pas. Ce qui pose un grand problème de sé-

curité.

Pour l'agenda 2016, le directeur général de l'ANAC a pris l'engagement d'alléger le processus de renouvellement du Certificat du transporteur aérien (CTA), en se basant sur la surveillance continue; et de s'atteler à réduire la durée de traitement des fiches de non-conformité. Toutefois, et concernant le renouvellement du CTA, le processus de la licence d'exploitation ne pourra être allégé, les contrôles des aspects financiers, juridiques et administratifs devant toujours être traités comme auparavant.

Transfert d'argent

Suspension des mandats postaux en provenance du Gabon

MSM

Libreville/Gabon

DEPUIS le 27 mars 2016, il n'est plus possible d'envoyer de l'argent en France

via la PosteBank du Gabon. En raison des arriérés se chiffrant à 9,6 milliards de francs, la PosteBank française a décidé de suspendre tous les mandats postaux en provenance du

Gabon.

Le P-DG de la poste l'a annoncé au cours d'un entretien avec notre rédaction (lire l'Union du 29 mars 2016).

« La PosteBank française

va suspendre tous les mandats postaux en provenance du Gabon le 27 mars 2016.

Il faut noter que la situation est préoccupante. Le seul actionnaire de la Poste est

l'Etat. Alors, il revient à l'Etat de faire face à toutes ces difficultés et de mettre les moyens nécessaires pour y remédier », a indiqué Michaël Adandé.

Selon des sources internes à La Poste S.A, un vaste réseau

de commerçants installés à Libreville et en province détenait des homologations délivrées par certains hauts responsables de l'entreprise pour transférer de l'argent dans l'hexagone.

Commerce

Le groupe CFAO bientôt dans la grande distribution

MSM (Source. Ecofin)

Libreville/Gabon

LE groupe français CFAO vient d'annoncer la construction de 20 centres commer-

ciaux de nouvelle génération dans 20 pays d'Afrique de l'ouest et du centre, pour un montant global de 300 milliards de francs, rapporte l'agence Ecofin.

L'opération, qui se met en œuvre à travers SGI, filiale en

charge du développement et de la gestion immobilière au sein de la branche en charge de la grande distribution, concerne des pays comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, le Gabon, le Ghana, le

Nigeria, ou encore le Sénégal. Trois formules de centre commerciaux sont envisagées : un hypermarché avec une galerie marchande et un espace pour des produits alimentaires, un supermarché avec les mêmes options, ou alors un

grande surface intégrée avec des offres de produits et de marques différenciées.

Le groupe français a déjà montré une illustration de sa nouvelle ambition pour la grande distribution africaine, à travers l'ouverture du pre-

mier hypermarché d'Abidjan en Côte d'Ivoire, sous le label "PlaYce".

De grandes avancées ont été enregistrées au Cameroun, où cinq sites ont déjà été identifiées et sont en phase d'évaluation.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 30/03/2016			FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA					
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957					
USD	1,1324	1USD =	579,263	1 USD	615,062					
CAD	1,4755	1CAD =	444,566	1 CAD	468,203					
JPY	127,3700	1JPY =	5,150	100 JPY	535,539					
GBP	0,7858	1GBP =	834,763	1 GBP	870,106					
CHF	1,0913	1CHF =	601,079	100 CHF	62 941,09					
ZAR	16,9129	1ZAR =	38,784	100 ZAR	4033,11					
MAD	10,9500	1MAD =	59,905	1MAD	62,29					
CNY	7,3366	1CNY =	89,409	1CNY	92,09					

INDICES BOURSINIERS		
	en date du	
CAC 40	30/03/2016	4449,79
DOW JONES	31/03/2016	17 633,11

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
30 Mars 2016: 39,68

CHANGEMENTS

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>